L’échec de la Révolution allemande et hongroise. Les difficultés de la Révolution russe

Trois empires détruits et, rien qu'en Allemagne, 23 couronnes de grands et petits potentats enlevées dans la bourrasque!

Et pourtant nous nous permettons aujourd'hui de dire qu'en Allemagne et en Autriche-Hongrie la révolution a échoué et que, s'il n'en est pas encore de même en Russie, la révolution y rencontre des difficultés sérieuses et se trouve dans une extrême détresse.

Les insurrections qui ont balayé les potentats, n'ont porté qu'un caractère politique; l'étiquette impériale, tsariste ou simplement princière, a fait place à l'étiquette républicaine, mais l'ancien régime continue, à peu près avec la même bureaucratie, le même machinisme administratif, et sous la même tyrannie dans la vie sociale.

Cela est exact, rigoureusement exact, hélas! pour l'Europe centrale; et, bien qu'en Russie il s'agit non pas seulement d'une simple insurrection politique, mais d'une véritable révolution sociale, que reste-t-il, après deux années de révolution, des libertés sociales du début, sous ce qu'on a voulu baptiser de «Dictature dit Prolétariat», mais qui n'est, pour nous, que la caricature de la révolution prolétaire et de l'Aurore d'un avenir de bien-être et de liberté pour tous.

Lorsque, en 1789, tombait la Bastille, les paysans avaient déjà, dans plusieurs régions de la France, commencé l'assaut des châteaux féodaux; or, dès le moment où, à l'est de l'Elbe et à travers l'Allemagne entière, les paysans suivront l'exemple donné, il y a plus d'un siècle, par la France, nous

considérerons la révolution économique comme engagée dans l'Empire allemand.

On ne saurait nier qu'en Hongrie, dans les campagnes comme dans la capitale, la révolution a porté un caractère économique et social qui a, de loin, dépassé le cadre de tout ce qu'on a atteint en Allemagne. Mais c'est pour cette raison même que le mouvement a échoué, et ce sont précisément les causes de son insuccès qui nous intéressent ici.

En Russie, où la révolution sociale a été aussi profonde qu'en Hongrie, les armées bolchevistes tiennent encore tête aux troupes de la Contre-révolution. Les forces de résistance de la Révolution y sont plutôt fournies par les paysans prêts à défendre énergiquement la propriété des terres jadis possédées par leurs maîtres, que par le prolétariat des villes, exténué par la misère et tenu actuellement – nous ne parlons pas des premiers mois de la révolution bolcheviste – sous une tutelle économique et politique aussi rigoureuse que celle de l'ancien régime.

Est-ce le Socialisme qui est réalisé dans les campagnes russes?

En ce qui concerne les paysans, du reste, la question est de savoir si le but pour lequel ils se battent est bien la réalisation de de que socialistes et communistes se sont toujours représenté, lorsqu'ils pensaient à une révolution agraire en Russie!

Lorsque, avant la Guerre, les révolutionnaires russes parlaient de la Révolution sociale et s'adressaient au prolétariat des campagnes, ils visaient la socialisation des terres et leur passage de le propriété particulière en propriété communiste, sur le modèle de l'ancien Mir, maintenu dans nombreuses régions du pays.

Ils n'étaient contredits, dans cette propagande, que par les Marxistes, en grande partie les mêmes qui se présentent actuellement sous le nom de Bolcheviki, et dont le dogme prévoyait le passage de la petite propriété rurale actuelle en propriété capitaliste, et l'expropriation des petits paysans par l'usurier de la ville, avant qu'il y ait lieu – selon le même dogme – de penser à la socialisation des terres.

Les conceptions communistes de la propriété foncière étaient surtout représentées par les «socialistes révolutionnaires» (programme de Tchernof). Mais ceux-ci ont été évincés parce que les Bolcheviki savaient mieux qu'eux faire la surenchère et se prêter aux tendances majoritaires des masses. Et lorsque, en pleine débandade des armées, les *moujiks* revenaient par dizaines de milliers du front, emportant fusils et mitrailleuses, se hâtant, de peur de ne pas arriver assez tôt dans leur village, le nouveau gouvernement bolchevik oubliant tous les principes socialistes, a laissé les paysans prendre les terres comme ils le voulaient. Et partout où l'ancienne institution du Mir n'était pas profondément enracinée dans les mœurs, le «partage des terres» a pris ainsi la même tournure en Russie qu'en France au début de la Grande Révolution. Cela est si vrai que quelques mois plus tard, la lutte s'engageait dans plusieurs régions entre les «paysans riches» et les «paysans pauvres», ces derniers étant, en grande partie, des prolétaires des villes, venus trop tard pour recevoir leur part du butin. Les gouvernements bolcheviks prenaient alors le plus souvent parti contre les paysans riches. Quelle ironie de l'Histoire que de voir ces Marxistes qui avaient condamné le petit paysan à la ruine, collaborer à la création de quelques dizaines de millions d'existences petit-paysannes!

Pour nous autres, communistes libertaires, il y a là une déception amère, un véritable échec, que nous attribuons, d'une part, à l'égoïsme et au manque d'éducation communiste des masses du prolétariat rural de la Russie, d'autre part à

la volonté inébranlable des Bolcheviki de rester au pouvoir malgré tout, fût-il nécessaire pour cela, de sacrifier à la fois leur propre théorie et les principes fondamentaux du socialisme!

Les désillusions dans les industries

Dans le domaine de l'industrie, les désillusions n'ont pas été moins profondes. D'après les nouvelles qui nous sont parvenues, la «prise en possession» des industries par les travailleurs s'est manifestée, au début de la révolution économique, sous deux formes: Sous la forme la plus primitive, les ouvriers s'emparaient des entreprises sans se rendre compte de ce que c'est de diriger une industrie; le personnel des tramways se partageait, à la fin de la journée, les recettes, sans même penser aux réparations nécessaires, à l'amortissement du matériel, et se défendait à son tour contre les voyageurs, qui refusaient de payer. Sous l'autre forme de prise en possession de la production, les ouvriers n'exigeaient que le «contrôle» des usines, grands ateliers, chemins de fer, etc., en obligeant souvent, par la force, le fabricant de rester à son poste de directeur technique de leur établissement.

Mais bientôt la presse russe et les camarades rentrant de Russie nous rapportaient que même cette dernière méthode ne donnait pas de résultats satisfaisants: ou bien le contrôle ouvrier n'exerçait aucune influence, le patron restant, de fait, omnipotent, ou bien c'était le Comité ouvrier qui remplaçait le «capitaliste» d'autrefois, et agissait comme celui-ci. C'est alors que commençait «l'organisation» des industries par le haut gouvernement bolchevik, c'est-à-dire un régime de «centralisation industrielle» à outrance, selon les théories marxistes sacrées, et qui transformait une industrie après l'autre en «entreprise de l'État».

Ainsi, à une compagnie de chemins de fer du sud de la Russie, le «contrôle ouvrier» exercé pat une commission mixte, fut remplacé par la nomination d'un «dictateur». (Récit d'un des directeurs de la Compagnie.)

Les rapports officiels de Moscou nous ont étonnés, pendant cette période, par le manque effroyable de connaissances techniques et de science sociale réelle dont ils témoignaient.

Nous possédons les «dispositions prises par le *Conseil Supérieur russe d'Économie Sociale*», qui ont été reproduits par le *Vorwaerts* de Berlin, numéro du 16 juillet 1918; nous avons aussi sous la main deux rapports de Larine, d'abord Commissaire du Peuple pour le Travail, devenu ensuite l'âme du «Conseil Supérieur» susnommé. Ces rapports ont été publiés par l'organe officiel du Comité exécutif central des Soviets, *Izviestia*, numéros des 20 mars et 17 avril 1918 (traduits en français, par le *Bureau d'Information Russe* dans les numéros 37 (19 nov. 1918) et 44 (24 déc. 1918).

Or, la légèreté avec laquelle les fonctionnaires du Conseil Supérieur d'Économie Sociale ont édicté dans leurs dispositions, la nationalisation des banques en pleine guerre; la nonchalance qui leur a fait «ouvrir à toutes les entreprises un crédit dans les cadres du budget de l'État», ou remplacer, dans la livraison des matières premières «l'argent comptant» par «des opérations de virement et des lettres de change sur les banques»; la ténacité dogmatique qui les a poussés à vouloir organiser, à Moscou, le monopole d'État pour toutes les industries et pour le pays entier, avec la création de «Bureaux centraux de commandes»; etc., — cette légèreté, cette nonchalance et cette ténacité dogmatique dépassent toute mesure et font croire à une absence complète du sens de la responsabilité.

Après avoir lu et relu les dispositions susdites du Conseil Supérieur, nous sommes arrivés tout d'abord à la conclusion suivante: Les individus qui ont rédigé ces dispositions,

avons-nous dit, n'ont pas une conception claire de ce qu'est une entreprise industrielle, ni des conditions auxquelles une telle entreprise doit répondre – de quelque forme de société qu'il s'agisse – pour pouvoir produire sans perte et pour mériter d'être conservée. Ces individus n'ont de même aucune idée du rôle de l'argent et des conditions dans lesquelles «l'argent comptant» peut être remplacé par la monnaie-papier, en sorte que le paysan donne librement sa vache ou son blé pour un billet de banque.

Mais lorsque, plus tard, nous avons lu les rapports de Larine, notre stupéfaction s'est changée franchement en hostilité: «La nationalisation des banques, dit-il par exemple (2e Rapport) doit être achevée par la réunion en un seul des comptes courants de «chaque entreprise». Même si une telle «nationalisation» (lisez monopole d'État) était réalisable, elle ne serait autre chose que l'affreux esclavage de toute une population industrielle sous la bureaucratie étatiste! La seule idée de voir toute entreprise industrielle dans l'immense Russie, forcée de déposer ses comptes courants dans la même banque d'État à Moscou, cette seule idée suffit pour condamner un régime qui se réclame de la révolution libératrice et de le qualifier de contre révolutionnaire.

Ah, ce Marxisme étatiste et centralisateur!

À l'heure qu'il est, le gouvernement des soviets, après les dures leçons que l'expérience lui a infligées, a dû faire appel, dans ses services se rattachant au ravitaillement, aux transports, aux besoins les plus directs de la vie, sociale, à un capitaliste de marque, régnant véritablement comme «dictateur», qui fait distribuer des profits d'entreprise et, par contre, viole sans scrupule toute la législation protectrice du travail.

Et les ouvriers? Un ami de Kropotkine, récemment arrivé à Paris, nous raconte qu'un extrait d'un des livres de notre vénérable ami, publié à plusieurs dizaines de milliers

d'exemplaires, a été épuisé en trois jours, les syndicats ouvriers ayant acheté l'édition. Les ouvriers, après tant d'échecs, désirent plus que jamais «lire, pour savoir que faire afin d'éviter de nouvelles déceptions».

Les gains de la Révolution russe

Heureusement, il y a aussi à enregistrer d'énormes avantages, des trésors inappréciables pour les populations et pour l'humanité entière, à l'actif de la Révolution russe, et il en est de même des révolutions de l'Europe centrale.

Le plus heureux de tous, le résultat essentiel, est que les esprits sont réveillés et que l'ancienne docilité servile des masses a fait place à une heureuse vivacité et à des initiatives merveilleuses.

Pour la première fois dans l'Histoire, les paysans et ouvriers russes se sentent des hommes libres, les égaux de leurs maîtres d'antan. On n'en saurait dire autant du paysan allemand; en cela la Révolution russe à tout autrement réussi que la Révolution allemande.

L'état d'esprit régnant actuellement en Russie est plein de promesses pour l'avenir; à condition qu'on ne pousse pas les masses ouvrières au désespoir, en les faisant tomber d'erreur en erreur!

Car il faut chercher les raisons principales des désillusions et des échecs auxquels la Révolution russe a donné lieu, dans la complète ignorance, le manque de culture chez les masses, et, d'autre part, dans le fait que les quelques milliers d'individus qui se sont présentés, en qualité de «dictateurs du Prolétariat» (le terme est bon dans deux sens différents) ont trop peu de connaissance de la vie réelle et sont trop dogmatiquement bornés, pour pouvoir présider aux destinées de grandes populations.

Le manque d'hommes capables se présente partout comme un obstacle, même dans les grands centres.

Il a été, en Allemagne comme en Hongrie et en Russie, une entrave au succès du mouvement révolutionnaire, et ce facteur devait plus encore détourner les apôtres de la Révolution de faire la surenchère et les engager à chercher sérieusement jusqu'où on pourra aller, où il faut s'arrêter et comment nous pouvons nous entendre entre camarades de lutte au moment du danger.

Faut-il épargner la critique aux Bolcheviki?

Est-il utile de, traiter ici, et à l'heure qu'il est, les échecs des révolutions en Russie et dans l'Europe centrale? Les Bolcheviki sont, en somme, chair de notre chair. Ils ont sérieusement tenté la réalisation du socialisme, et leurs erreurs sont toujours dues, en grande partie, à leur dogmatique surannée, datant du père Marx, et vieille de quelques quatre-vingts années.

On pourrait prétendre qu'à l'heure actuelle où les puissances réactionnaires de l'Entente essaient, à l'aide de leur criminel blocus, de maîtriser, par la famine, ces populations russes qu'ils n'ont pu vaincre par les armes, qu'à cette heure la parole doit être uniquement aux témoignages de solidarité et aux éloges du régime bolchevik.

Eh bien, ce n'est pas là notre conception, du moins pas aussi longtemps que nous ne sommes pas appelés à agir nous-mêmes, et que l'unité s'impose par la nécessité de la lutte effective. Jusqu'alors, au contraire, la critique honnête et raisonnable s'impose. Nous autres, internationalistes révolutionnaires, nous nous rangeons aux côtés des Bolcheviki s'il nous faut choisir entre eux et les réactionnaires, les Koltchak-Denikine-Youdénitch, visant à la restauration de l'ancien

régime.

Mais nous ne saurions oublier les fautes immenses commises par les Bolcheviki, car ce sont précisément ces fautes qui ont été et sont encore le meilleur aliment de la réaction internationale, et qui le seraient également si demain les mêmes fautes, les mêmes erreurs étaient commises dans l'Europe occidentale.

Les camarades fréquentant les multiples réunions publiques révolutionnaires qui se tiennent à Paris s'inquiètent du verbiage, des bavardages dont ces réunions résonnent, et de la légèreté avec laquelle on y parle de la prise en possession de toute la production par le Prolétariat, sans qu'on entende jamais traiter de toutes les difficultés que représente la direction d'une seule usine, d'un seul réseau de chemin de fer.

«Vivent les soviets!» «Vive la Dictature du Prolétariat!» Les camarades qui poussent ces cris ne se rendent pas compte que les deux termes s'excluent, que le vote des soviets doit exclure l'idée même de l'existence d'une dictature, et que la «Dictature» exercée par quelques centaines d'individus, au nom du *Prolétariat*, ainsi que la *Dictature militaire*, qui remplace l'autre de plus en plus en Russie, exclut la possibilité d'obéir à la volonté des soviets. Pour autant qu'on demande encore en Russie l'opinion des soviets des ouvriers, on dissout ces corps aussitôt que les Bolcheviks n'y ont plus la majorité.

«Vive le Communisme!» Les Bolcheviki tiennent, depuis quelques mois, à s'appeler communistes, d'après les termes du Manifeste communiste de Marx et Engels. Cependant, à l'époque de Mark, les mots «communiste» et «collectiviste» avaient un sens absolument opposé à leur sens actuel, les «communistes» étant les centralisateurs parlementaires et les «collectivistes» étant ce qu'on appelle actuellement des communistes libertaires.

Et voilà qu'en France, quarante ans après cette «Commune» de Paris, qui était tout excepté un mouvement centralisateur, on imite jusqu'à la terminologie des social-démocrates russes, sans réfléchir un instant que la vie démocratique après tout un siècle serait, en France comme en Angleterre et aux États-Unis, incompatible avec la centralisation politique et sociale dont rêvent les Bolcheviki, et avec la «dictature» de n'importe quel groupement d'individus.

Certes, il est non seulement permis, mais il est absolument nécessaire d'éclaircir les esprits et de faire la critique des dogmes et des erreurs du Bolchevisme — avant qu'il soit trop tard.

Christian Cornélissen